



Communiqué de presse

Encore oubliés : le Congrès des peuples autochtones offensé par la discrimination du budget fédéral

Le 19 mars 2019 (Ottawa, Ont.) – Le Congrès des peuples autochtones (CPA) est outré par le budget fédéral présenté aujourd’hui car le gouvernement omet encore une fois les besoins des Autochtones, des Métis, des Indiens inscrits, des Indiens non-inscrits et des Inuits du Sud qui vivent hors réserve au Canada.

« En décembre 2018, quand nous avons signé l’accord politique CPA-Canada, nous pensions qu’il s’agissait d’une percée pour notre peuple, déclare le chef national Robert Bertrand, mais un accord sans ressources ne donne pas de résultats pour les Autochtones métis, inscrits, non inscrits et les Inuits du Sud qui vivent hors réserve au Canada. » Le budget 2019 ne prévoit aucun nouveau montant pour le CPA ou les programmes et services pour la population hors réserve (sauf des investissements dans les centres d’amitié aux fins d’infrastructure immobilière). Pire, le gouvernement discrimine les groupes d’Autochtones en créant un fonds qui ne profite qu’à quelques-uns.

Par exemple, le budget 2019 prévoit des investissements pour les étudiants autochtones afin de leur faciliter l’accès aux études postsecondaires, mais ils sont politiques et n’incluent pas nos commettants et la majorité des Autochtones qui vivent hors réserve au Canada :

- 327,5 \$ millions en cinq ans aux collectivités des premières nations pour renouveler et élargir le financement du programme d’appui aux étudiants postsecondaires;
- 125,5 \$ millions en 10 ans pour une stratégie d’études postsecondaires gérée par les Inuits et 21,8 \$ millions par année;
- 362 \$ millions en 10 ans et 40 \$ millions par année pour une stratégie d’études postsecondaires gérée par la Nation métisse comprenant une aide financière pour les étudiants de la Nation métisse.

« La violence coloniale continue en raison de la stratégie du gouvernement qui consiste à élever les groupes autochtones les uns contre les autres au lieu de créer des programmes inclusifs auxquels les personnes non inscrites, les Métis de l’ensemble du Canada et ceux qui vivent en milieu urbain et rural, auraient accès, déplore le chef national Bertrand. Le gouvernement a dit qu’il ne voulait plus définir qui est un Indien, mais en créant des programmes qui ne profitent qu’à quelques-uns, il établit une forme d’éradication de nos commettants ».

En 2016, le CPA a remporté une victoire décisive par le jugement unanime de la Cour suprême du Canada dans CPA Daniels c. Canada, qui a confirmé que les Métis et les Indiens non inscrits relevaient de la compétence et de la responsabilité fiduciaire du gouvernement fédéral. Le jugement confirmait que les Métis et les Indiens non inscrits étaient des « Indiens » en vertu du paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle, 1867*. Comme énoncé dans le jugement, « [les Métis et les Indiens non inscrits] sont privés des programmes, des services et des avantages immatériels reconnus essentiels par tous les gouvernements ».

Depuis 48 ans, le CPA se présente comme le porte-parole national des Indiens inscrits hors réserve et des Indiens non inscrits, des Métis et des Inuits du sud du Labrador, des Autochtones de l'ensemble du Canada qui sont souvent les plus vulnérables et les plus marginalisés.

« Par ce budget, le gouvernement continue de discriminer entre les Autochtones, conclut le chef national Robert Bertrand; nos étudiants ont besoin d'appui pour accéder aux études postsecondaires, nos gens ont besoin de logements adéquats, mais non, le gouvernement les a encore oubliés. »

— ### —

Pour fixer une entrevue avec un média, veuillez contacter:

Jessica Dawson, adjointe administrative
613-747-6022
j.dawson@abo-peoples.org